

ÉLECTIONS SÉNATORIALES

Le RND tacle rudement le FLN

Le Rassemblement national démocratique (RND) doit une fière chandelle au Parti des travailleurs (PT), grâce auquel il est parvenu à tenir, à l'issue des sénatoriales d'avant-hier mardi, la dragée haute au Front de libération nationale (FLN). Avec 20 sièges de récoltés, il est autorisé à affirmer qu'il a fait jeu égal avec le FLN qui n'en a récolté que 22, si l'on comptabilise trois de ses élus qui se sont présentés en indépendants.

Sofiane Aït-Ilfis - Alger (Le Soir)
- C'est une performance certaine que vient de réaliser, en effet, le parti du Premier ministre Ahmed Ouyahia. Un parti qui, passées les premières années de sa création où il a connu une ascension vertigineuse, devenant en juste quelques mois la première force politique du pays, raflant toutes les mises électORALES, a ployé face à un Front de libération nationale redevenu mastodonte politique.

Juste retour des choses ? Le renouvellement partiel du Sénat, dont l'opération intéressant le collège des grands électeurs s'est déroulée mardi, a consacré un RND prétendant à plus qu'au rôle de dauphin. Aux biceps électORAUX du FLN, il a opposé la ruse de l'alliance. La stratégie s'est avérée payante, l'essai concluant. Indubitablement, c'est grâce au soutien électORAL du Parti des travailleurs que le RND a ratissé large. La moisson aurait, d'ailleurs, dû être plus grande si le Parti des travailleurs ne s'était pas résolu à le sevrer de son appui dans les deux wilayas d'Alger, d'Oran et dans deux autres wilayas. Rappelons que, pour Alger et Oran, Louisa Hanoune a appelé ses élus à voter pour les candidats du FLN, et que, dans deux autres wilayas, la décision a été prise en faveur d'un vote à blanc. Le RND aurait pu prétendre à au moins deux sièges supplémentaires si le soutien électORAL était intégral. Auquel cas, la donnée statistique aurait changé. Le RND se serait adjugé 22 sièges de sénateurs contre 20 pour le FLN. Le parti de Abdelaziz Belkhadem doit sa très légère avance sur le RND à l'appui du PT dans les deux wilayas d'Alger et d'Oran. On comprend



mieux, après promulgation des résultats, pourquoi le FLN s'est montré excessivement irascible, à la suite de la conclusion de l'accord politique entre le RND et le PT. Le deal, on l'a vérifié, a eu pour première conséquence, de balayer la suprématie électORALE du FLN. Le RND ne fait, par ailleurs, pas que talonner de près son partenaire dans l'Alliance présidentielle, il améliore du coup sa position au niveau de la Chambre haute du Parlement. De cela, il s'est vite félicité, au demeurant. Dans un communiqué rendu public hier, le RND a affirmé «que l'excellent résultat obtenu agira, en ce qu'il améliore la position du parti au sein du Sénat, en incitateur pour la réalisation du programme du président de la République». Le parti a estimé que ce sont à la fois la probité et les compétences des candidats présentés et le partenariat politique qui a rendu



possible un tel résultat, inattendu, écrit-il. A l'occasion, le RND a rassuré ses partenaires politiques, le PT, surtout, même s'il ne le cite pas, quant à la poursuite de la collaboration.

Le FLN chute de son piédestal, le MSP fait de la figuration

A l'irritation qu'il doit couvrir après qu'il ait perdu la chefferie du gouvernement, et par la suite le Premier ministre, au profit du Rassemblement national démocratique, le Front de libération nationale est allé chercher une campagne : l'infortune électORALE. Les sénatoriales du 29 décembre l'ont dépouillé de sa superbe. En le forçant au partage quasiment de la récolte, le RND prétend sérieusement à redéfinir l'équilibre au sein de la coalition parlementaire. Ceci d'autant que le troisième de la coalition, le Mouvement

de la société pour la paix (MSP), devenu rachitique, voit son poids tendre vers l'infiniment léger. Le parti d'Aboudjerra Soltani, victime d'une profonde et large fracture organique et en mal d'alliances partisans, n'a réussi que la maigre récolte de 2 sièges au Sénat. Perte sèche. On peut dire que le MSP est devenu l'ombre de lui-même, scorant avec peine et petitement. Avec sa maigre moisson, il devra, au niveau de la Chambre haute du Parlement, se résigner à un rôle de figurant. Le parti islamiste a de quoi s'alarmer. Il n'aura même pas droit au filet de bonheur que la disposition d'un groupe parlementaire pourrait procurer. Durs lendemains pour un parti qui peine à stopper sa chute libre vers l'abîme.

Un sénateur opposant, un seul

Les sénatoriales de ce mardi n'ont retenu qu'un seul sénateur sorti des rangs de l'opposition. C'est le candidat du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) pour la wilaya de Tizi-Ouzou. Une voix qui, même si elle ne pourra pas influencer sur le cours des choses au Sénat, rompra la monotonie et les discours monocordes auxquels a habitué le Sénat. Le RCD a récolté donc un seul siège de sénateur. Le Front national algérien (FNA) n'a fait que légèrement mieux, en dépit d'une accointance électORALE avec le MSP. Le FNA s'est adjugé deux sièges de sénateurs. Ceci pendant que Saïda a choisi de faire l'expérience d'un sénateur indépendant.

S. A. I.

RELATION ÉLECTEUR/ÉLU

Entre ingérence de l'administration et influence des partis

Les relations entre les électeurs et les élus sont clairement définies par les textes législatifs, à commencer par la Constitution. Mais dans l'application, ces relations sont biaisées par l'intervention de l'administration et la mainmise des formations politiques.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir)
- Le ministère des Relations avec le Parlement a organisé, hier, au Cercle national de l'armée, un séminaire sur le thème de «la relation électeur, élu dans le système juridique algérien».

Bien que définis par une série de dispositions législatives, les rapports entre les deux parties restent néanmoins très «complexes».

«La relation entre l'électeur et l'élu qui semble être, à première vue, une relation anodine entre deux parties, est en réalité une relation complexe, de par ses parties qui la composent et du fait de ses portées. S'agissant de ses parties, nous relevons l'intervention de nombreuses instances impliquées, directement ou indirectement, dans la constitution de cette relation, en pre-

mier lieu, les institutions législatives, exécutives et judiciaires de l'Etat, chargées de la préparation des textes qui l'encadrent et qui régissent, et veillent à l'organisation et au bon déroulement des consultations électORALES», a indiqué le ministre des Relations avec le Parlement lors de l'ouverture de cette rencontre.

Les partis politiques peuvent, également, intervenir directement dans les rapports électeurs-élus. «Les partis politiques étant les acteurs principaux de cette relation, de par l'encadrement des électeurs et des élus, l'élaboration des programmes et la mise en place des instruments appro-

priés devant assurer la permanence de cette relation», notera Mahmoud Khoudri. L'analyse du ministre sera globalement soutenue par les experts qui ont eu à intervenir.

Chaouch Bachir Yellès, professeur à l'institut de Droit d'Oran, se montrera toutefois plus critique.

Selon lui, les électeurs et les élus subissent, à des degrés différents, l'intervention de tierces parties. «Le peuple est censé être souverain et cette souveraineté est transmise aux élus qui le représentent. Mais cette souveraineté n'est que très limitée puisque le peuple ne peut en jouir qu'une seule fois, à l'occasion

des élections». Sur un autre plan, les élus, notamment ceux qui ont le pouvoir de légiférer, se contentent juste d'appliquer les textes de lois. «Le pouvoir exécutif est quasiment seul habilité à élaborer des textes de lois. Ce processus qui se déroule dans les ministères est, en fait, confié à des groupes de technocrates», soulignera le professeur Chaouch Bachir Yellès. Il citera, en exemple, le cas de la tripartite qui a été chargée de revoir le barème des salaires. Selon le professeur de droit, cette question aurait dû relever des prérogatives d'instances élues. De son côté, le professeur Lamine Chariet de l'insti-

tut de droit de Constantine est revenu longuement sur le cadre juridique censé organiser les relations entre électeurs et élus. Ce dernier s'est toutefois interrogé sur l'apparition d'instances «parallèles» qui provoquent des interférences dans ces rapports. «Il n'est pas rare que les zaouias et où les assemblées des tribus interviennent dans une situation ou dans le règlement d'un conflit. Elles se substituent ainsi au rôle des assemblées élues. Cette problématique est très complexe. Il serait utile de savoir si cela est dû à des lacunes d'ordre juridique».

T. H.

Publicité

PENSÉE

Le jeudi 19 novembre 2009, au milieu de la joie de tout un peuple suite à la victoire de l'équipe nationale, une étoile s'est éteinte.



Notre cher père, grand-père et oncle **AMRANE MANSOURI** le grand moudjahid a tiré sa révérence à 85 ans, en laissant derrière lui des souvenirs immortels dans la mémoire de sa famille et ses amis.
Repose en paix sous cet arbre de ta terre natale.
Nous t'aimons très fort

40^e jour

Il y a déjà 40 jours depuis que notre cher et regretté père

Hidoussi Mohamed dit «le commissaire»

nous a quittés à jamais.

Son fils Toufik et tous ses frères et sœurs demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.



F. 33224/03

AVIS

Création d'une entreprise publique chargée de la gestion des centres d'enfouissement techniques de la wilaya de Sétif.

Sous appellation : ECO-SET

Directeur : M. Smati Messaoud.

Siège : Commune de Béni-Fouda, wilaya de Sétif.

R. 39945

CHEF COMPTABLE, LONGUE EXPÉRIENCE
CHERCHE EMPLOI dans les domaines compatibilité - finances - administration et gestion du personnel.
Tél. : 06 68 78 15 90

F 114448/B13

ANNIVERSAIRE

En ce 29 décembre 2009, notre adorable petite poupée

HADJER MANAA

a soufflé sa troisième bougie.

En cette heureuse occasion, toute la famille, à commencer par ses sœurs et Oumima, sa grand-mère, lui souhaitent un joyeux anniversaire et une longue vie pleine de joie, de bonheur et de réussite.

